

Évaluation intermédiaire du Projet

« Nord et Sud, petits et grands, engageons-nous pour le respect des droits humains »

Synthèse du Rapport d'évaluation et réponse managériale

Réalisée en février 2020 par la consultante Cécile Bérut



1. Résumé

Ce rapport présente les résultats de l'évaluation à mi-parcours d'une partie du programme « **Nord et Sud, petits et grands, engageons-nous pour le respect des droits humains** » 2017-2022 de l'ONG GEOMOUN, financé par la DGD. Il est financé par la DGD (Direction générale de coopération) pour un financement global de 2 243 696,79 euros et a pour objectif spécifique "le droit des enfants (filles et garçons), les plus vulnérables dans le département de l'Ouest et du Sud Est, est améliorée par une meilleure prise en charge et protection à travers une mobilisation des acteurs clés de leurs communautés ».

Ce rapport d'évaluation externe porte sur le programme développé avec le RESEDH sur la commune de Jacmel (7 sections communales) – département du Sud Est, et avec la Timkatec sur Pétion Ville – département de l'ouest.

Trois résultats étaient attendus avec ce projet, R1. Prestation. Les enfants ont accès à des services de base, R2 : Protection. Un environnement protecteur pour les enfants est créé au niveau des familles, des communautés, des écoles, des autorités étatiques, R 3 - Participation : Les enfants participent et deviennent acteurs de leur propre développement.

La plupart des activités prévues dans le cadre logique ont été réalisées dans les temps mais certaines activités importantes comme le fonctionnement de la cellule de suivi des jeunes formés, la formation des élus locaux, le fonctionnement du Groupe des acteurs sur les droits de l'enfance n'ont par contre pas eu lieu. En 2019 au regard du contexte politique, certaines activités ont pris du retard comme la scolarisation des jeunes (écoles non ouvertes), la construction des actions en assainissement (faiblesse de la mobilisation communautaire), et appui de proximité aux CE du fait de difficultés de déplacement vers certaines localités (barricades sur certaines routes).

Pour chaque résultat un ensemble d'activités a été réalisé :

- Pour le résultat 1 ; des enfants scolarisés, des jeunes formés professionnellement, des professeurs et directeurs d'école formés, des Clubs de Jeunes mis en place et fonctionnels, des camps d'été, des soins de santé, des infrastructures d'eau développées
- Pour le résultat 2 : des familles d'accueil identifiées, des enfants de rues accompagnés (appui psycho social et formations), des enfants en prison accompagnés au niveau juridique et psycho social, des enfants post carcéraux qui ont bénéficié d'un support scolaire et de formation professionnelle, des actes de naissance obtenus, un plaidoyer réalisé autour des mineurs en conflit avec la loi, des enfants sensibilisés sur la gestion des déchets et la gestion des excréments et sur l'hygiène bucco dentaire et le lavage des mains, sur la gestion des risques et en santé, formation des jeunes sur le leadership, marches réalisées pour la journée des droits de l'enfants. Des formations ont enfin été organisées sur l'outil Boul lavi, le genre
- Pour le résultat 3 : des plans d'action et des actions citoyennes des enfants des Clubs des Jeunes, des enfants de la rue, des jeunes des clubs sensibilisés sur la protection et le droit des enfants, des activités citoyennes des jeunes telles que plantation d'arbres, peintures de salles de classe enfin des Activités Le Son d'Enfants réalisées chaque année dans une école de Jacmel, l'École Saint Cyr.

L'évaluation a été menée à partir des critères de pertinence, efficacité, efficience, durabilité et sur le partenariat.

Pertinence.

Pour le **RESEDH**, ce projet est pertinent en raison de **partenariats engagés avec des institutions travaillant dans les droits de l'enfance**, le projet a ainsi bénéficié d'une bonne préparation et synergies entre acteurs. Les stratégies ont également été développées en cohérence avec les politiques internationales et nationales de la réduction de la pauvreté, de l'éducation primaire et de la formation professionnelle, de l'accès à l'éducation des filles, la santé principalement, la prévention du VIH Sida. Des synergies sont également fortes avec les thématiques développées dans la Note Stratégique sur Le Respect des Droits de l'Enfant élaborée par le Ministère des Affaires Étrangères de la Belgique. Des partenariats avec d'autres ONG ont permis de travailler sur les droits de l'enfant, financement de psychologue et avocat (TDH Italie), la formation professionnelle des jeunes (APEFE) et la formation des enseignants des écoles accompagnées (ACTEC).

Des **collaborations ont été mises en place avec des institutions étatiques** (IBERS, BPM, OPC) mais leurs faibles moyens ont limité leurs participations au projet.

L'approche communauté engagée est très pertinente mais certains espaces mériteraient d'être revus et précisés (représentativité, lien avec les élus locaux, thématique prioritaire des CE).

Le projet a été défini lors d'un atelier réunissant des acteurs du Sud-Est engagés au niveau des droits de l'enfance, c'est lors de l'élaboration du projet qu'ont été définis les hypothèses et risques. Mais les **hypothèses ont peu été confirmées** (faible mobilisation des familles biologiques, faible implication de l'État notamment de l'IBERS) et **certains risques se sont réalisés** (pas de moyens des institutions étatiques, contexte politique qui s'est aggravé, faible concertation, faible plaidoyer) limitant les activités du projet.

Les aspects environnement/changement climatique et genre n'ont pas suffisamment été pris en compte mais la réalisation d'un nouveau projet sur les changements climatiques financé par Bruxelles Environnement devrait améliorer cet aspect.

Enfin un groupe consultatif des droits de l'enfant a été mis en place en début de programme mais n'a pas fonctionné par manque de dynamisme du RESEDH et des autres acteurs, ce qui a limité les actions de plaidoyer.

Le rôle joué par **TIMKATEC** dans l'accueil de jeunes est pertinent car il leur permet une scolarité de base et pour certains une formation professionnelle.

Le travail réalisé avec le financement de GEOMOUN permet d'accompagner les jeunes au niveau médico-psycho social et de leur donner des possibilités de réintégrer leurs familles. Ce dernier aspect est par contre difficile, les jeunes préférant rester dans le centre plutôt que de retourner dans leurs familles biologiques, en raison d'un bon accueil et de services offerts par le centre (éducation, alimentation et logement, formation professionnelle). Ainsi le travail de réinsertion reste difficile compte tenu de la forte précarité dans lesquelles vivent les familles. Le projet essaie certes d'accompagner les familles à ce niveau avec des subventions, mais celles-ci restent trop limitées pour réellement apporter un changement économique de ces familles.

Des partenariats sont développés avec APEFE pour la formation professionnelle et avec le CESSA pour l'accompagnement psychologique des jeunes.

Un partenariat est également en cours avec l'État, avec l'Institut national de formation professionnelle (INFP) qui a donné une reconnaissance au centre de formation professionnelle et reconnaît la formation octroyée avec la délivrance d'un certificat d'Aptitude Professionnelle), avec le Ministère de l'éducation nationale pour la reconnaissance des 4 années d'écoles fondamentales enfin un partenariat avec l'Institut

du bien-être social et de la recherche. Par contre, l'Ibers lors de son évaluation des centres TIMKATEC en 2018 n'a pas donné de bon résultats (classé rouge).

Par ailleurs il semble que la majorité de enfants accueillis sont plus des enfants de milieu familiaux défavorisées que des jeunes vivant dans la rue sans aucune attache familiale. Certains enfants rencontrés lors de la visite d'évaluation ont encore des relations avec leurs familles avec des visites des familles organisées et des moments de rencontre à la Timkatec. Depuis 2019, la Timkatec a des problèmes financier et a du fermer son dortoir pour les jeunes des rues. Or ces jeunes vivant dans la rue sont complètement livrés à eux même sans un réel espace ou pouvoir échanger, se laver, rencontrer des animateurs sociaux, des psychologues et peuvent très vite être « récupérés » par des bandes armées se développant très rapidement ces dernières années. Il serait donc pertinent de voir comment pouvoir ré-ouvrir l'accueil de ces jeunes de la rue, même si ce n'est qu'un accueil pour la journée avec un soutien psycho social.

Effacité.

Pour le **RESEDH**, la mise en place d'un partenariat avec des institutions locales a permis une plus grande efficacité pour la réalisation des activités. Certains changements sont visibles tels que des jeunes formés et insérés professionnellement, des thématiques sur les droits des enfants discutées au sein des communautés engagées, une plus grande implication des jeunes au niveau de la communauté, des échanges avec les adultes sur leur avenir, sur les besoins de loisirs, un espace pour les jeunes permettant échanges, apprentissages, une meilleure estime de soi des jeunes enfants vivant dans la rue, une plus grande implication du barreau pour les appuis des jeunes en prison.

Le fait d'avoir développé des partenariats avec d'autres structures autour de la formation des enseignants et de la formation professionnelle a permis également une plus grande efficacité en raison de partage de compétences, d'expériences, de connaissance de réalité du terrain.

Des outils de programmation et de suivi existent, certains bien utilisés et remis dans les temps, d'autres sont par contre rendus en retard (rapport annuel consolidé, suivi des indicateurs) limitant le suivi des activités. Au niveau financier, les rapports sont réalisés dans les temps et permettent un bon suivi.

Analyse de l'efficacité à la **Timkatec** : L'équipe en place (animateurs, infirmière, enseignants), accompagne les jeunes au niveau de leur scolarité mais également au niveau psychologique. Des activités (étude de milieu et accompagnement de familles par le développement d'activités économiques) sont également réalisées afin de voir si les jeunes en cours de formation primaire ou en fin de formation professionnelle pourraient être réinsérés au sein de leurs familles biologiques. Mais la forte précarité des familles rend difficile ces réinsertions.

Un rapport mensuel est réalisé chaque mois et un suivi des indicateurs chaque année. Ces rapports donnent des informations sur les jeunes scolarisés, sur les soins de santé, sur les jeunes en formation professionnelle mais également sur les visites auprès des familles biologiques.

Par contre peu d'informations ne sont disponibles sur les enfants ayant fini leurs formations professionnelles et réinsérés dans leurs familles, ces jeunes ont t ils développé leur entreprise, ont-ils trouvé du travail ?

Au niveau financier, les rapports sont réalisés dans les temps et permettent un bon suivi des activités

Il existe une bonne relation avec GEOMOUN avec des échanges réguliers d'informations, des partages de photos et de réalisation d'activités.

Efficienc.

Pour le **RESEDH**, une équipe est dédiée à la mise en œuvre des activités mais les changements trop fréquents de personnel et de responsabilités ont affecté certains rythmes et mobilisations. Le fait également que deux unités ont en charge des activités (GA et MC d'un côté et l'unité enfants en prison de l'autre coté) limitent le suivi et le lien entre toutes les activités.

Les répartitions budgétaires favorisent les ressources humaines et le fonctionnement du projet au détriment d'un montant pour les investissements communautaires qui nous paraît très faible. Il est vrai que ce projet est un projet de formation et de renforcement mais nous pensons qu'une réflexion doit être engagée avec le RESEDH sur le montant de la masse salariale au regard des investissements et la possibilité de mutualiser certaines fonctions au sein de l'équipe ou avec d'autres équipes du RESEDH.

Les années 2017 et 2018, la totalité du budget a été consommée voire dépassée, de 7 % en 2017 et de 5 % en 2018. En 2017, la rubrique fonctionnement a été fortement dépassée (44 %).

Analyse de l'efficienc pour la **TIMKATEC** : Une équipe composée d'une infirmière et de travailleurs sociaux (trois dans un premier temps, actuellement ils ne sont que deux), accompagnent les jeunes dans des activités extra scolaires et pour des soins de santé.

En 2017 93 % du budget a été dépensé, en 2018 98 % du budget a été dépensé et en septembre 2019 69 % du budget prévu a été dépensé.

Durabilité.

La mise en œuvre du projet avec des partenaires locaux laisse envisager une plus grande durabilité au niveau des approches développées, les partenariats permettent de diversifier les financements et de continuer certaines formations, d'éducation en lien avec les droits de l'enfance. A titre d'exemple, le RESEDH a pu développer, grâce aux acquis de ce projet, un partenariat avec une association allemande, KNH autour d'un projet mené avec des stratégies similaires.

Le renforcement des compétences des leaders des Communautés engagées ainsi que des jeunes membres des Clubs de Jeunes initie un changement d'attitude concernant les droits de l'enfance, mais ce renforcement est encore trop timide et mériterait d'être renforcé.

Les liens avec les élus locaux ne sont pas suffisamment formels en vue de créer une synergie au niveau du développement des territoires et de permettre une plus grande durabilité des actions, des investissements. La participation des CE lors de la réalisation de travaux est primordiale pour s'assurer d'un réel intérêt des communautés aux investissements mais cette dernière reste faible dans le contexte actuel avec un appauvrissement de la population.

Analyse de la durabilité pour la **TIMKATEC** : Le fonctionnement des centres reste chaque année difficile avec des financements de plus en plus difficiles à obtenir. Par ailleurs, l'équipe en charge de la coordination et de l'animation manque de stabilité, en 4 ans, 3 coordinateurs/trices ont été formés mais ne sont pas restés.

Le fait de vouloir réinsérer les jeunes dans leurs familles biologiques est important afin de les engager dans une vie sociale et professionnelle mais la quantité de jeunes réinsérés reste encore trop fragile.

Le partenariat.

Un partenariat a été mis en place avec le **RESEDH** pour les activités sur Jacmel. Les rôles des différents partenaires sont définis dans les conventions de partenariat signées en mars 2017. Pour le suivi du partenariat, aucun comité de pilotage n'a été mis en place mais des réunions par Skype sont organisées tous les mois ainsi que des rencontres et ateliers spécifiques lors des missions de GEOMOUN.

Fin 2017, un conflit a eu lieu entre GEOMOUN et le RESEDH, conflit principalement créé par un manque de communication entre les partenaires mais aussi induit par un déficit de suivi de certaines activités du projet. Suite au conflit, un addendum à la convention a été proposé avec une demande de réactivité plus soutenue et de suivi des actions à entreprendre (suivi des activités, au niveau administratif, partage des responsabilités et délégation). Mais cet addendum a peu été suivi et certains des problèmes identifiés fin 2017, début 2018 ont persévéré (faiblesse de la communication, manque de suivi des activités, manque de délégations, etc.).

Le centre **TIMKATEC** a su ces dernières années développer différents partenariats

- Un partenariat avec APEFE pour la formation professionnelle
- Un partenariat avec l'INFP avec la reconnaissance de l'école de formation professionnelle ; la reconnaissance de la formation (Certificat d'aptitude professionnelle)
- Un partenariat avec le Ministère de l'éducation nationale avec la reconnaissance de la formation primaire donnée par le centre.
- Enfin un partenariat avec l'Ibers qui chaque année donne une reconnaissance de la structure comme centre d'accueil avec une enquête de fonctionnement.
- Des partenariats avec des associations américaines, essentiellement MCC et Caris.

D'autres partenariats développés ponctuellement pour certaines activités :

GEOMOUN a également développé des relations avec Terres des hommes (**TDH**) Italie autour du renforcement de la justice des mineurs. Ce projet financé par l'UNICEF a permis d'intervenir en faveur des mineurs en conflit avec la loi en vue de s'assurer que ce groupe bénéficie d'une amélioration de la gestion sociale et judiciaire dans le respect du cadre normatif : tant national qu'international, d'une justice de restauration, rééducation, orientation et de protection tout en l'accompagnant dans leur épanouissement et en les préparant à une réinsertion socio-familiale adéquate et accompagnée. Cette action a duré une année de juillet 2017 à juin 2018. Deux personnes ont été engagées, un juriste et un psychologue, ces derniers ont travaillé avec les mineurs de la prison civile de Jacmel en vue de leur donner un appui juridique et psychosocial.

Une collaboration entre GEOMOUN et l'**APEFE** dans le cadre du Programme 2017-2021 de la DGD a également été définie dans le cadre d'une convention signée en Mars 2017. L'objectif de cette convention est d'améliorer les conditions de vie des jeunes défavorisés en Haïti, et particulièrement les

jeunes filles, et leur insertion socio-professionnelle dans la société en leur proposant des formations techniques de qualité ainsi qu'en renforçant leur employabilité et leur capacité à créer leur propre micro entreprise.

Une convention a également été signée en septembre 2016 avec l'ONG **ACTEC** et vise (selon la convention) à améliorer la qualité de l'enseignement technique en organisant des formations conjointes pour les enseignants des écoles et des centres de formation entre le Bureau Pédagogique des Sœurs Salésiennes (ACTEC) et les écoles communautaires (GEOMOUN), renforcer les capacités des partenaires par le partage d'expérience,

2. Les leçons apprises

Durant cette première période du programme, différentes leçons ont été apprises et pourront être mises à profit pour la seconde phase et lors de nouveaux projets.

En ce qui concerne le partenariat

Nous avons vu l'importance d'avoir développé des partenariats avec d'autres ONG ou programmes afin de développer des synergies, des partages de compétences.

Par contre, même s'il y a eu des tentatives de collaborations avec le barreau de Jacmel de Port-au-Prince et le jeune barreau de Bruxelles, il n'y pas eu de partenariat avec des organismes travaillant sur les droits de l'homme qui auraient pu permettre d'avancer au niveau de la systématisation de l'appui aux mineurs en conflit avec la loi, d'échanger des expériences, mettre des synergies ensemble par exemple pour des cas de jeunes en prison (cas de la Jeune fille actuellement en prison, enceinte et ayant des problèmes de santé).

Des problèmes ont été vécus entre GEOMOUN et le RESEDH mais certains résolus grâce à une meilleure communication et à des outils de suivis mis en place. La proximité de la chargée de programme de GEOMOUN pendant plus de 6 mois a également permis plus de proximité, de confiance, de communication avec les équipes du RESEDH mais également au niveau du renforcement des compétences. Le suivi rapproché par la coordinatrice du projet avec une réunion Skype toutes les semaines environ et la demande de rapports mensuels détaillés devrait également améliorer la communication.

C'est ainsi qu'un partenariat bien défini avec les attentes précisées des uns et des autres permet une plus grande efficacité des équipes, du programme mais également de poser les limites de chaque institution au niveau de la vie institutionnelle des partenaires.

Le lien avec les communautés engagées et les Clubs de jeunes

Il est évident que le travail avec les communautés engagées demande une proximité des agents mobilisateurs, une confiance mais également un renforcement du leadership local (que ce soit des membres des communautés engagées mais également des membres des Clubs de jeunes).

Un outil d'auto diagnostic et de définition d'actions de développement pour une communauté a été mis en place par GEOMOUN mais reste encore peu approprié et peu utilisé par l'équipe RESEDH. Cet outil demande à la fois une bonne maîtrise mais également de le tester et de permettre aux leaders locaux compréhension et appropriation. Cet outil demanderait également à être partagée avec d'autres institutions.

Les communautés engagées n'ont pas le même niveau, certaines sont plus réceptives, participent plus facilement aux travaux communautaires, fonctionnent avec un bon leadership, il peut être plus intéressant d'avancer avec les plus dynamiques au niveau de l'utilisation d'outils de participation comme l'outil Boul Lavi. Il est également important de créer des liens entre les CE pour qu'elles puissent travailler en réseau et partager des compétences et d'échanges d'expériences.

Se pose également le problème de la représentativité des membres des CE. Les membres représentent-ils réellement tous les secteurs d'une section communale ? Existe-t-il un retour suffisant auprès des organisations qui les ont mandatées ? Il semble que ce retour n'existe pas mais surtout que les MC ne veillent pas à ce que ce retour soit mis en place.

Le travail avec les jeunes est primordial dans les communautés afin que ces derniers se sentent acteurs de leurs communautés, se sentent également parties prenantes des violations des droits des enfants, cette participation des jeunes au développement de leurs territoires laisse présager de meilleurs résultats et une plus grande durabilité dans les actions. Par contre, nous avons senti que les jeunes sont présents dans les Clubs de jeunes, le Club étant leur espace d'échanges, d'apprentissage, de jeux. Par contre les jeunes sont peu intégrés dans la vie des communautés engagées et ne participent pas aux rencontres, sauf quand les thématiques traitées sont celles des Clubs des jeunes ou que des problèmes sont identifiés pour les jeunes. Il est donc primordial que dans les prochains mois, les jeunes soient intégrés dans les CE et qu'un représentant des Clubs des jeunes soit toujours présent dans les réunions des CE.

Efficacité

La plupart des activités sont réalisées dans les temps par contre quelques-unes non réalisées à date risquent de jouer au niveau de la durabilité du projet.

Ce projet cherche avant tout à changer les mentalités que ce soit par rapport au besoin de synergies entre les acteurs, que ce soit sur la perception des droits des enfants, de l'environnement. Ainsi des formations, des échanges ont été mis en place, mais il importe d'avoir un bon suivi des formations en évaluant les compétences acquises et les changements de comportement induits. Il n'est par contre pas facile d'évaluer les changements de comportement et il n'est pas évident que les équipes locales soient outillées pour réaliser ce travail. Un outil de diagnostic avait été conçu (Boul Lavi) mais n'a pas vraiment été utilisé pour évaluer ces éventuels changements. ...

Durabilité

Certaines actions comme l'appui des jeunes mineurs en conflit avec la loi, l'accompagnement des jeunes de la rue, la formation des écoliers, la formation professionnelle sont difficilement pérennes, ces activités sociales, de formation, d'éducation devant être avant tout une responsabilité de l'État. Il est par contre évident qu'elles doivent être continuées/ renforcées afin de permettre un changement de comportement au niveau de la jeunesse mais également l'accès à la vie professionnelle.

Le RESEDH doit diversifier ses sources de financements et a trouvé cette dernière année deux autres financements pour deux projets.

Genre

Un effort a été fait au niveau de la formation des cadres et du renforcement du leadership féminin mais l'approche genre demande un réel changement de mentalité avec une réelle prise en compte de l'aspect genre dans les réunions, les formations, les visites. Par exemple des réalités régulièrement vues sur le

terrain mériteraient d'être traitées en équipe puis avec les partenaires de terrain (Club de jeunes, communautés engagées) telles que :

- Pourquoi est-ce toujours une femme qui doit être trésorière et non présidente d'une communauté engagée ?
- Permettre aux femmes de participer aux réunions, de s'exprimer ?
- Pourquoi est-ce une femme qui doit distribuer les collations lors d'une réunion ? Qui passe le balai après une réunion ? Une femme va choisir une formation professionnelle en cuisine et un homme de plomberie ou carrelage ?

On parle donc d'un changement d'attitude, de comportement, changement qui prend du temps mais qui nécessite des approches différentes et des compétences propres.

La thématique environnementale

Elle a peu été abordée lors de ce projet si ce n'est lors des échanges avec les jeunes et les communautés engagées. Une charte environnementale précisant des gestes clairs et concrets en termes de protection de l'environnement a été signée par le Resedh. Mais dans la réalité la pratique est autre, l'impact environnemental du projet étant encore trop visible comme l'utilisation de boîtes en polystyrène expansé « styrofoam », de sachets plastiques à terre suite à une réunion.

3. Les recommandations

Recommandations pour RESEDH	
Au niveau opérationnel	
Gestion de projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Une veille des échéances plus stricte permettant une plus grande efficacité dans le suivi ✓ Un suivi sur les activités non réalisées à date (Groupe de travail sur la protection de l'enfant, la cellule de suivi des formés professionnellement, collaboration avec les centres de santé, reconnaissance des Clubs de Jeunes, ..) ✓ Des outils de suivi plus opérationnels : les rapports mensuels des MC pourraient être améliorés en les simplifiant et en essayant d'avoir des données plus quantitatives et qualitatives... ✓ Organiser un atelier en interne sur les indicateurs, proposer des outils de suivi (principalement des changements de comportement) et voir comment intégrer le suivi de ces indicateurs dans le suivi mensuel des MC ✓ Un meilleur partage des responsabilités au niveau du suivi des indicateurs et une plus grande implication du GA dans le suivi des indicateurs ✓ Mettre en place au niveau du RESEDH une délégation des suivis et des décisions opérationnels pour l'ensemble du projet. ✓ Permettre au gestionnaire des activités d'être présent lors des réunions skype avec l'équipe de GEOMOUN ✓ Au niveau du budget 2020, <ul style="list-style-type: none"> ○ bien identifier les coûts de fonctionnement des coûts d'activités de renforcement, de fonctionnement ○ en lien avec les plans d'actions des communautés, des investissements dans les territoires devraient être prévus ; ○ veiller aux suivis des différents coûts de fonctionnement (en 2017 ils avaient été dépassés de 44 %). ✓ Au niveau financier, homogénéiser la comptabilité avec un seul système comptable (logiciel).

Ressources humaines et renforcement des compétences	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les ressources humaines affectées au projet dans le Sud'est sont importantes, un travail de mutualisation de certaines fonctions pourrait permettre de diminuer la masse salariale. ✓ Réaliser une évaluation des compétences acquises. Il serait également intéressant de mettre en place un suivi rapproché des formations données au staff local pour qu'il soit mieux équipé pour mesurer les changements de mentalité dans les communautés ✓ Accompagner les MC nouvellement recrutés, de former à différentes approches du projet, communautés engagées, participation communautaire, outil Boul Lavi ✓
Relations avec Geomoun	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Une amélioration de la communication avec un partage et délégation des responsabilités, ✓ Organiser lors de la prochaine mission de GEOMOUN, un atelier bilan sur le partenariat, pour cet atelier tous les cadres du RESEDH devraient être présents afin de participer aux échanges. En amont de l'atelier l'agenda devra être construit en vue de trouver une entente sur les points de travail. Une personne ressource externe pourrait faciliter ce travail ✓ Une série de demandes de GEOMOUN concernant le projet n'ont jamais été suivies tels que suivi des matériels acquis, outils de gestion des immobilisations, gestion des ordinateurs. Un engagement du RESEDH devra être pris pour avancer sur ces dossiers. ✓ Mettre en place des échanges plus fluides entre GEOMOUN et les cadres du projet <ul style="list-style-type: none"> ○ Permettre des relations directes entre GEOMOUN et le GA notamment sur les avancées des activités, sur les problèmes rencontrés ○ Continuer les relations directes avec l'administratrice sur les aspects de gestion de projet ○ Conserver la communication avec le coordonnateur du RESEDH notamment sur les aspects institutionnels de partenariat ✓ Proposer pour les deux prochaines années des activités de renforcement des partenaires locaux : réalisation de formations des cadres sur la gestion de projet, rédaction de projets, mise en réseaux pour connaître d'autres partenaires ✓ Permettre aux organisations de réaliser des audits annuels et de réaliser la comptabilité sur logiciel comptable. ✓ Évaluer avec le RESEDH et ses autres partenaires (KNH, ...) les besoins en renforcements institutionnels tels qu'audit financier, comptabilité analytique afin de s'accorder sur un plan de travail ✓ Développer la proximité entre GEOMOUN et ses partenaires avec au moins 3 missions par an et lors des missions, prendre le temps d'écoute, de partage, de formation,
Au niveau stratégique	
Le lien avec les communautés engagées et les Clubs de jeunes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les communautés engagées (peut-être ne s'engager que sur 5) avec davantage de proximité des MC et définir un réel plan d'actions. Il serait important de travailler avec elles sur la représentativité et des liens clairs avec les élus. Les élus devant à notre avis faire partie de ces structures. Des relations avec la mairie de Jacmel devraient également être mises en place, et voir comment l'approche communauté engagée peut être intégrée dans les structures de gestion locale (Conseil de section communale, priorité d'un plan de développement communal, ..) ✓ Il serait également intéressant de partager l'outil Boul lavi avec d'autres institutions, de le présenter formellement à des acteurs travaillant sur des dynamiques de développement local, de renforcement d'acteurs locaux ✓ Une plus grande intégration des jeunes au niveau des communautés engagées avec une demande de participation du président du Club de jeunes aux réunions des CE.

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Une réflexion avec quelques communautés engagées sur leur réelle représentativité, suite à ces réflexions engager avec les CE plus réceptives une recherche de plus de représentativité ✓ Assurer un suivi du terrain systématique du travail réalisé par les CE et garder en vue les changements souhaités par la TOC, au-delà des activités ponctuelles ✓ Développer un lien plus formel avec les élus locaux : formaliser des accords et/ou les faire participer aux réunions des CE, rencontrer également le cartel de la mairie de Jacmel pour expliquer la démarche et voir comment insérer la dynamique des communautés engagées ✓ Réflexions plus poussées avec les communautés engagées sur les catastrophes naturelles, quelles actions de mitigation pourraient être mises en place ✓ Une réflexion doit être engagée avec les Communautés engagées et les Clubs de jeunes dans l'éventualité où les écoles ne reprendraient pas de suite afin de proposer d'autres activités pour les jeunes
Au niveau de la formation des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faire fonctionner la cellule de suivi des formés professionnellement (COP) ✓ Permettre aux jeunes de rencontrer des professionnels afin de mieux connaître les métiers auxquels ils rêvent, de connaître les difficultés et les études nécessaires ✓ Certains jeunes rencontrés souhaitent également se former pour des métiers nécessitant de longues études (avocat, agronome, médecin, etc.). Il serait intéressant de réfléchir davantage avec ces jeunes sur les métiers manuels, leurs valorisations, ✓ Systématiser les informations sur les jeunes formés, revoir les accords de collaboration et voir s'ils sont respectés. ✓ Démarrer des activités concrètes sur la gestion de l'environnement, par exemple, des actions de collecte des bouteilles plastiques peuvent être engagées et ces bouteilles vendues sur Jacmel au niveau de la Koperativ Resyklaj Sides par exemple. ✓ Systématiser les informations sur les formations entreprises, réaliser des évaluations des formations et des compétences acquises, diffuser des fiches pédagogiques sur les formations en créole qui seraient diffusés auprès des CE et des Clubs de jeunes
Genre	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réaliser en début d'année 2020 une formation sur l'approche genre de tous les cadres de l'équipe, transférer le contenu de la formation auprès des CE et des Clubs de jeunes. ✓ Intégrer dans les CE au moins des actions spécifiques sur le genre permettant des changements de comportement.
La thématique environnement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La gestion des déchets, thème fortement d'actualité en Haïti, mériterait d'être plus abordée par des formations mais également des actions de gestion, de collecte pour recyclage, etc. Un contact pourrait être pris avec la Koperativ Resyklaj Jakmel pour voir si les jeunes ne pourraient pas arriver à devenir des collecteurs de plastiques dans leur localité, la coopérative s'engageant à payer les sacs de plastique collectés.
Au niveau de la justice des mineurs,	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organiser des formations avec les acteurs de la chaîne pénale permettant de clarifier les rôles au sein du parquet, de travailler avec les acteurs sur les classements des dossiers afin que la spécificité des mineurs soit indiquée (souvent du retard) ✓ Relancer le Groupe de travail en Protection de l'Enfance (GTPE) avec des institutions étatiques et de la société civile afin de discuter autour des problèmes confrontés dans la protection d'une manière générale. ✓ Un travail de systématisation sur le suivi des mineurs et un travail sur le fond avec les acteurs de la chaîne pénale ✓ Un atelier de concertation entre le projet et les acteurs étatiques pour évaluer les actions à prendre pour une plus grande synergie d'action.

En ce qui concerne le partenariat et dans le cadre d'un autre projet

- ✓ Continuer les partenariats en recherchant synergies et compétences chez les autres partenaires
- ✓ Développer plus de partenariats avec des institutions travaillant autour des droits de l'homme sur Jacmel mais également au niveau national pour voir les échanges possibles, les apprentissages communs, voire du plaidoyer
- ✓ Mettre en place un comité de pilotage du projet, afin de suivre toutes les activités, d'identifier les problèmes, de proposer des solutions de manière participative.
- ✓ Formaliser les partenariats avec les structures étatiques et le renforcer au niveau institutionnel par des formations et éventuellement des dotations (en fonction des budgets disponibles) ..
- ✓ Évaluer avec les institutions étatiques les formations qui pourraient être mises en place afin de renforcer les compétences de certains cadres : juges, policiers, contractuels IBERS. Les modalités de ces renforcements devront être définies (participation, critères pour choisir les personnes à former, formation ou colloque, ..)

Recommandations pour TIMKATEC:

R1. En ce qui concerne la convention signée entre GEOMOUN et TIMKATEC, il sera important de veiller à ce que le montant du budget indiqué dans la convention soit le même que celui réellement octroyé chaque année. Un avenant à la convention pourrait être proposé chaque année.

R2. Le travail avec les familles en vue de réinsertion devrait être davantage développé avec peut être des partenariats avec le secteur privé, des ONG travaillant dans les quartiers afin de permettre aux familles de trouver des emplois, des revenus plus conséquents.

R3 : Par manque de financement, le dortoir de Timkatec 3 n'accueille plus de jeunes de la rue, il est important de pouvoir ouvrir à nouveau cet espace d'accueil des enfants vivant dans la rue et pas seulement des enfants issus de familles défavorisées mais vivant dans leurs familles, espace qui pourrait donner aux jeunes une écoute et un appui psychologique.

R4 : Il est important de faire un suivi avec l'IBERS afin que la prochaine évaluation soit meilleure

R5 : Il sera important de continuer à renforcer les autres membres de l'équipe afin de les rendre plus autonomes dans la recherche de partenariats.

4. Réponse managériale

Recommandations 1 : Améliorer la gestion du programme au niveau opérationnel				
Mangement réponse : Le suivi du programme a suscité de nombreuses tensions dont le rapport d'évaluation fait état. Pour apporter une réponse constructive, différentes actions ont été mises en place, particulièrement depuis janvier 2020. Une mission était prévue depuis septembre 2019 mais la situation politique du pays (pays lock pendant 4 mois) n'a pas permis de la réaliser avant janvier 2020.				
Key actions	Timing	Entité responsable	Tracking	
			Statut	Commentaires
1.1. Envoi des rapports mensuels des MC directement à Geomoun (et pas uniquement au coordonnateur Resedh, ce qui entraînait des retards de retour d'information)	Depuis octobre 2019	Coordination Resedh/Geomoun	réalisé	À recevoir chaque 15 du mois suivant
1.2. Implication du staff pendant 3 jours d'ateliers dans la planification du programme pour un an, détaillée pour les 6 mois suivant la mission. Nouveau tableau de suivi, identification claires des responsables	Janvier 2020		Réalisé	
1.3. Implication du staff pendant les 3 jours d'atelier sur la compréhension, par tous, de la TOC du programme (au-delà de la réalisation d'activités ponctuelles)			Réalisé	
1.4. Formation du staff administratif au suivi des indicateurs (Rubens de la Timkatec, valenda et Junior de Resedh)	18-19 février	CSC Haiti	Réalisé	
1.5. Attribution des rôles modifiée, désignation d'un nouveau coordinateur technique et d'une coordinatrice administrative ce qui implique une meilleure délégation de pouvoir et de modalités de communication entre Geomoun et le staff du Resedh	Janvier 2020	Resedh/Geomoun	Réalisé	Nouveaux profils de postes
1.6. Définition d'outils de suivi des visites de terrain (Resedh et Timkatec aussi)	En cour	coordination	En cour	
1.7. Planification d'une mission de renforcement de Geomoun (en mai 2020, reportée à cause du Covid 19) sur l'utilisation de l'outil de diagnostic communautaire boul lavi et l'appui à la définition du cadre stratégique du Resedh + suivi de la planification	Mai 2020	Cécile	Annulée et reportée	Covid 19
1.8. Recherche à l'engagement d'un comptable (pas trouvé de RH suffisamment compétente), solution à l'étude → Max J.B. engagé	En cours	Coordination		2 solutions : comptable jacmel (en attente de

				devis) ou Martine, comptable du garr
1.9. Face aux problèmes de suivi et de communication déjà constatés, présence de la coordinatrice belge entre septembre 2018 et mars 2019 sur place	Terminé			
1.10. Poste de logisticien mis en place, inventaire OK, suivi matériel roulant ok	Logisticien engagé depuis mi 2019		A suivre	En attente de l'inventaire
1.11. Atelier de bilan du partenariat avec un médiateur externe organisé en janvier 2020, prise de décisions (cfr supra) portant modifications sur la gestion et le suivi du programme	Janvier 2020	Resedh/Geomoun	réalisé	
1.12. Mettre en place des échanges plus fluides entre GEOMOUN et les cadres du projet <ul style="list-style-type: none"> o Permettre des relations directes entre GEOMOUN et le GA notamment sur les avancées des activités, sur les problèmes rencontrés o Continuer les relations directes avec l'administratrice sur les aspects de gestion de projet o Conserver la communication avec le coordonnateur du RESEDH notamment sur les aspects institutionnels de partenariat 	Ok depuis janvier 2020	Resedh/Geomoun	En cours	
1.13. Analyse des renforcements nécessaires de l'équipe à formaliser (idem pour Timkatec). Proposer pour les deux prochaines années des activités de renforcement des partenaires locaux : réalisation de formations des cadres sur la gestion de projet, rédaction de projets, mise en réseaux pour connaître d'autres partenaires	Analyse des besoins à réaliser	Resedh/Timkatec/Geomoun	Juin 2020	
1.14. Audit financier externe à concrétiser en collaboration avec l'autre organisation partenaire du Resedh, KNH	?	Resedh		
1.15. Calendrier des missions plus régulières à mettre au point (mais complexité politique et sanitaire)	En attente de possibilités	Geomoun		
1.16. Mettre en place un comité de pilotage du projet, afin de suivre toutes les activités, d'identifier les problèmes, de proposer des solutions de manière participative.	2eme semestre 2020	Resedh/Geomoun		

Recommandations 2 : rendre le programme plus efficace et efficient pour les Communautés engagées et les jeunes (au niveau de la formation professionnelle et des mineurs en conflit avec la loi)

Mangement response : l'approche communautaire n'a pas été suffisamment développée par le partenaire local rendant la mise en place des communautés engagées très aléatoire et très faible. Une mission du siège en mars 2018 avait déjà fait ce constat et des engagements avaient été pris par le partenaire local mais ils n'ont pas été respectés malgré les multiples rappels et demande de suivi au niveau du travail communautaire. En 2019, un projet de financement d'adduction d'eau et de mise en place de sanitaires dans des écoles des 10 communautés a par ailleurs mobilisé beaucoup de temps et d'énergie des mobilisateurs communautaires, au détriment de la mise en place des communautés engagées. La moitié des mobilisateurs communautaires qui avaient participé au développement de l'outil de diagnostic communautaire et qui était formé à son utilisation a démissionné et les nouvelles recrues n'ont pas été formées à son utilisation (car pas de formation en interne et pas de missions possibles à cause de l'insécurité politique). Ceci n'a pas permis d'atteindre la dynamique de suivi recherchée par cet outil. Au niveau de l'implication des responsables politiques communautaires que recommande le rapport d'évaluation, nous sommes partagés de suivre cette recommandation car les mandats des élus locaux est terminé et il n'y a pas eu de nouvelles élections. Leur légitimité est donc contestée.

Key actions	Timing	Entité responsable	Tracking	
2.1 Renforcer les communautés engagées (peut-être ne s'engager que sur 5) avec davantage de proximité des MC et définir un réel plan d'actions.				
2.2. Le plan d'action défini en janvier comporte un volet d'actions détaillées et bien planifiées pour accélérer la mise en place effective des CE et qu'elles représentent réellement les institutions actives de la zone et les leaders spirituels et religieux.	En cours depuis janvier 2020	Resedh		Les CE sont renforcées depuis avril 2020, élection de nouveaux comités et nouvelle organisation interne
2.3. La bonne gouvernance en ce compris les principes de prise de décision et l'organisation des réunions pour qu'elles puissent rassembler effectivement les membres, hommes et femmes, fait l'objet d'une formation	En cours depuis février 2020	Resedh		1ere phase de renforcement bonne gouvernance CE → gestion groupe et mise en place des comités directeurs de chaque CE
2.4. Approche communautaire renforcée par l'organisation d'un atelier intercommunautaire en janvier 2020 et l'implication plus importante des MC dans les processus de bonne gouvernance indispensables	Janvier 2020	Resedh/Geomoun	réalisé	
2.5. Changement d'approche au niveau des adultes responsables de l'encouragement des clubs de jeunes	En cours depuis février 2020	Resedh		Mise en place dans chaque CE d'une commission thématique de participation des enfants

2.6 Une plus grande intégration des jeunes au niveau des communautés engagées avec une demande de participation du président du Club de jeunes aux réunions des CE	En cours depuis février 2020	Resedh		dans les nouveaux règlements internes 2020, les clubs des jeunes font partie des CE comme structure
2.7. Formation à l'outil bouclé	normalement prévue en mai 2020 mais covid19.	Resedh/Geomoun		Manuel d'utilisation en cours de rédaction
2.7. Refonte totale des CE, adhésion de nouvelles associations et leaders, approche genre privilégiée	En cours depuis février 2020	Resedh		Processus bien avancé en avril 2020
2.8. Il serait important de travailler avec les CE sur la représentativité et des liens clairs avec les élus qui devraient faire partie de ces structures. Des relations avec la mairie de Jacmel devraient également être mises en place, et voir comment l'approche communauté engagée peut être intégrée dans les structures de gestion locale (Conseil de section communale, priorité d'un plan de développement communal, ..)	En cours	Resedh		Premières collaborations réelles avec la mairie de Jacmel à deux niveaux : participation des enfants au carnaval de la ville et mise à disposition par la mairie d'un local pour les rencontres et formations des enfants des rues/en situation de rue
2.9. Outils de suivi des visites de terrain développés	En cours	Resedh/Geomoun		Rapports des visites de terrain beaucoup plus complets depuis février 2020
2.10. Suivi des jeunes formés professionnellement disponible mais très lacunaire, ne donnant que très peu de résultats positifs. Réflexion en cours sur la poursuite des formations professionnelles et sous quelles formes → idem pour Timkatec « peu d'informations ne sont disponibles sur les enfants ayant fini leurs formations professionnelles et réinsérés dans leurs familles »	A améliorer			Systematiser les informations sur les jeunes formés, revoir les accords de collaboration et voir s'ils sont respectés. Impliquer plus les CE pour les suivis Réaliser des évaluations des centres de formations et des compétences acquises
GENRE				

2.12. Une formation genre a été donnée au staff	Février 2019	1 journée Donnée par formatrice RNDDH		Formation écourtée à cause pays lock
2.13. La participation des femmes au sein des CE et l'organisation des réunions des CE tient davantage compte de l'approche genre et de la réelle implication et intégration possible des femmes des CE ?			A suivre	A mettre réellement en place A voir avec l'association Fanm deside
2.14. Une formation à l'approche genre sera réalisée au sein de chaque CE par une association haïtienne spécialisée en genre + une formation destinée aux femmes sur le leadership + une référente « genre » désignée au sein du staff du resedh	2eme semestre 2020	Resedh		A voir avec l'association Fanm deside
2.15. Deux CE pilotes seront particulièrement coachées pour développer l'approche genre à tous les niveaux et servir d'exemples pour les autres CE l'année suivante	2eme semestre 2020	Resedh		A voir avec l'association Fanm deside
2.16. L'approche de mise en réseau des femmes des 10 CE sera appuyée ?				
ENVIRONNEMENT				
2.15. L'utilisation de matériaux durables et recyclables est une obligation pour chaque CE et pour l'équipe du Resedh	2eme semestre 2020			Mettre en place une convention à faire signer par les CE
2.16. Des formations de sensibilisation à l'environnement et la gestion des déchets sont données	Environnement →2eme semestre 2020 Gestion déchet → réalisé	Resedh/Crose		3 séances de sensibilisation sur la gestion de déchets réalisées avec 47 femmes et 10 hommes
2.17. Des contacts vont être pris avec la Koperativ Resyklaj Jakmel ? pour voir si les jeunes ne pourraient pas arriver à devenir des collecteurs de plastiques dans leur localité	2eme semestre 2020	Resedh		
Mineurs en conflit avec la loi				
2.18. Une nouvelle identification des besoins et des volontés de formation des acteurs de la chaîne pénale sera réalisée (jusqu'à date, contrairement à ce que dit le rapport, ce besoin et cette volonté n'est clairement pas apparue)	A voir après crise sanitaire			

2.19. Que peut-on dire au niveau de la relance du GTPE ? Intérêt de relancer le Groupe de travail en Protection de l'Enfance avec des institutions étatiques et de la société civile afin de discuter autour des problèmes confrontés dans la protection d'une manière générale.	A voir après crise sanitaire			
2.20. Un atelier avec tous les acteurs de la chaîne pénale sera organisé en... ?	A voir après crise sanitaire			
Recommandations 3 : Augmenter les synergies et partenariats				
Mangement réponse : Jetho, Junior, Valenda... Merci de votre aide ici. A vous de dire comment formaliser les partenariats avec d'autres structures en droits humains (on n'a pas de contact direct avec d'autres structures au sein du programme) et avec les acteurs étatiques (IBERS, BPM, OPC). Comment formaliser ces partenariats ? Sous quelle forme ? On avait un groupe de travail avec ces institutions mais il n'est plus fonctionnel. Qu'il y a-t-il moyen de mettre en place ?				
Key actions	Timing	Entité responsable	Tracking	
Recommandations 4 : Le travail avec les familles en vue de réinsertion devrait être davantage développé (Timkatec)				
Mangement réponse : essayer de développer des partenariats avec le secteur privé, des ONG travaillant dans les quartiers afin de permettre aux familles de trouver des emplois, des revenus plus conséquents. Développer des AGR				
Key actions	Timing	Entité responsable	Tracking	
Nommer une personne responsable du suivi partenariats au sein de Timkatec, voir si elle fait encore, si non, a-t-elle laissé une liste de tous les contacts qu'elle a déjà pris	A voir après crise sanitaire	Timkatec		
Chercher de nouveaux bailleurs, former un membre de l'équipe à la recherche de nouveaux financements				
Importance de pouvoir ouvrir à nouveau l'espace d'accueil de nuit des enfants vivant dans la rue, espace qui pourrait donner aux jeunes une écoute et un appui psychologique.				
Mangement réponse : chercher d'autres financements qui touchent spécifiquement cette population des EDR				

--	--	--	--	--